



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture
Direction des relations
avec les collectivités territoriales

Bureau du développement durable

ARRETE

PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT

D'UN CENTRE VHU

« Installation de prise en charge, stockage, dépollution
et démontage de véhicules hors d'usage »

AGRÉMENT n°PR 22 00006 D

SARL CASSE 2000– KERMARIA SULARD

Le Préfet des Côtes d'Armor
Officier de la Légion d'honneur,

- VU le code de l'environnement, et notamment les titres 1^{er} et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V, et notamment ses articles L.513.1, R.513-1 et R.543-162 ;
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les Régions et Départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2008 modifié relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R.543-99 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712.1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1986 autorisant Messieurs LAVANANT et EVEN à exploiter une installation de stockage, démolition et récupération de véhicules hors d'usage implantée en zone artisanale de Briellec sur la commune de KERMARIA SULARD ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2006 modifiant l'autorisation pré-citée et portant agrément n° PR 22 00006 D au titre de la dépollution et du démontage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 2012 portant délégation de signature à M. Gérard DEROUIN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 8 janvier 2007 prenant acte de l'exploitation des installations susvisées par la Société SARL CASSE 2000;

VU la demande de renouvellement d'agrément et les pièces jointes envoyées le 22 février et le 12 mars 2013 par la société SARL CASSE 2000 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 avril 2013 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 19 avril 2013 ;

VU le projet d'arrêté porté le 25 avril 2013 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT que les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 ont modifié la nomenclature en réformant notamment les rubriques associées aux activités de traitement de déchets ;

CONSIDÉRANT que la Société SARL CASSE 2000 est autorisée par arrêté préfectoral du 23 décembre 1986 modifié le 27 juillet 2006 à exploiter une installation de stockage, démolition et récupération de véhicules hors d'usage implantée en zone artisanale de Briellec sur le territoire de la commune de KERMARIA SULARD ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1986 classe, en son article 1^{er}, sous la rubrique n°286 de la nomenclature, l'activité de stockage, démolition et récupération de véhicules hors d'usage exercée par l'établissement ;

CONSIDÉRANT que ladite rubrique est affectée par les modifications introduites par les décrets du 13 avril 2010 et du 26 novembre 2012 susvisés, en particulier la création et la modification de la rubrique n° 2712 ;

CONSIDÉRANT que l'étendue de ces modifications rend nécessaire l'actualisation de la rubrique visée à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1986 ;

CONSIDÉRANT que les articles R.543-153 et suivants du livre V du code de l'environnement prévoient que les exploitants des installations d'élimination de véhicules hors d'usage, broyeurs ou centre VHU, doivent être titulaires d'un agrément préfectoral,

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé précise le contenu du nouveau cahier des charges à respecter selon que l'agrément est demandé par un broyeur ou un centre VHU,

CONSIDÉRANT que la Société SARL CASSE 2000 bénéficie d'un agrément préfectoral du 27 juillet 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT que les rapports d'audits de l'installation, réalisés par un organisme accrédité, au cours de la première période d'agrément, ont mis en évidence que la société SARL CASSE 2000 a respecté ou a pris les mesures pour respecter les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux agréments des centres VHU et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 1986 modifié le 27 juillet 2006,

CONSIDERANT que la demande de renouvellement d'agrément et les pièces jointes envoyées le 22 février et le 12 mars 2013 comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;

CONSIDERANT que les bilans financiers sur les trois dernières années font état de résultats positifs, mais que la cotation banque de France indique que « la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers appelle une attention spécifique en raison d'au moins d'un incident de paiement effet », et qu'un contrôle effectué par les services de la répression des fraudes a mis en évidence que des câbles avaient été brûlés sur site pour en récupérer les métaux, conduisent à réduire la durée de la présente demande d'agrément de 6 à 2 ans, et ce afin de s'assurer que l'exploitant à cette échéance démontre qu'il a pris compte de ces éléments ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1

L'agrément portant le n° PR 22 00006 D permettant la prise en charge, le stockage temporaire, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage par la société SARL CASSE 2000, dont le siège social est situé zone artisanale de Briellec à KERMARIA SULARD, sur son site situé à la même adresse est renouvelé.

Ce renouvellement d'agrément est délivré pour une durée de 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral, sous réserve du respect des prescriptions particulières relatives à la réception de véhicules hors d'usage en vue de leur dépollution fixées par arrêté préfectoral du 23 décembre 1986 modifié le 27 juillet 2006.

Article 2

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 susvisé portant agrément sont remplacées par les dispositions suivantes : « *La société SARL CASSE 2000 est tenue, dans l'activité pour laquelle le renouvellement d'agrément est accordé, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté, ainsi qu'aux dispositions figurant dans les dossiers de demande et de renouvellement d'agrément et qui ne sont pas contraires aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux réglementant la société.* ».

Article 3

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1986 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : « *La société SARL CASSE 2000 dont le siège social est situé zone artisanale de Briellec à KERMARIA SULARD est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette même adresse sur les parcelles cadastrées n° 45 et 46 de la section ZE du plan cadastral, représentant une surface totale de 6 458 m², une installation de stockage, dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.*

L'installation soumise à enregistrement est visée par la rubrique n° 2712.1.b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé relatives aux installations existantes sont applicables de plein droit dès lors que ces dispositions ne sont pas contraires ou majorantes à celles fixées dans le présent arrêté préfectoral d'autorisation.»

Article 4

Les dispositions des articles 3 à 7 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 susvisé ainsi que son annexe sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté et de son annexe. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 2.I.7.1, les troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 2.I.10.6, les articles 2.II.11.5 et 2.II.11.6 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2006 sont supprimés.

Article 5

Le non-respect, par le titulaire de l'agrément, de l'une quelconque des obligations énumérées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2006 modifié peut entraîner la suspension ou le retrait de l'agrément dans les formes prévues par l'article R.515-38 du Code de l'environnement susvisé.

Article 6

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L.514-6 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement.

Article 7

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur régional par intérim de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes d'Armor et dont une copie sera notifiée à la société SARL CASSE 2000.

Saint-Brieuc, le : 23 MAI 2013

pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,



Gérard DEROUIN

ANNEXE A L'AGRÉMENT n°PR 22 00006 D
CAHIER DES CHARGES

1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage

Lors de la prise en charge des véhicules hors d'usage, le titulaire doit s'attacher à prendre les précautions nécessaires pour permettre les opérations de dépollution des véhicules. A ce titre, il est interdit de procéder à un écrasement ou une compression des véhicules hors d'usage, avant dépollution.

Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques. A ce titre, l'exploitant dispose d'un fichier identifiant les types de véhicules concernés ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

Après la réalisation de ces opérations, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour permettre un contrôle de la dépollution des véhicules hors d'usage exercé avant leur broyage.

2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation

Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1^{er} juillet 2013.

3°/ Réemploi

L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent cahier des charge.

4°/ Traçabilité

L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R.543-161 du code de l'environnement. Dans ce cadre, les dispositions des articles R.541-43 et R.541-46 du même code ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement sont applicables au centre VHU ;

L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés selon le modèle figurant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé. Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

5°/ Communication d'information

L'exploitant du centre VHU, titulaire du présent agrément, est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation le numéro de son agrément et sa date de fin de validité.

L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département des Côtes d'Armor, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de l'année 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R.543-164 du code de l'environnement. Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 9° du présent cahier des charges ;
 - i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1. Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 9° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition du public des informations sur :

- *Le traitement des véhicules hors d'usage, notamment en ce qui concerne leur dépollution et leur démontage ;*
- *Le développement et l'optimisation des méthodes de réutilisation, de recyclage et de valorisation des composants et matériaux des véhicules hors d'usage ;*

- *Les progrès réalisés dans la réduction des quantités de déchets à éliminer et l'augmentation du taux de réutilisation et de valorisation ;*
- *Les méthodes de traçabilité des composants réutilisés.*

Ces informations sont affichées dans un lieu accessible au public et régulièrement mises à jour. Cette mise à jour doit intervenir au moins une fois par an en indiquant la date de remise à jour.

L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

6°/ Garanties financières

Compte tenu de la superficie actuelle du centre VHU, l'exploitant du centre VHU n'est pas tenu de constituer une garantie financière dans les conditions prévues aux articles L.516-1 et R.516-1.5° du code de l'environnement.

7°/ Entreposage-dispositions techniques

L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

2. les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
3. les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;
4. les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
5. les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés stockés dans des lieux couverts ;
6. les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
7. les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques. Le volume maximal de stockage de pneumatiques usagées sur le site est limité à 70 m³. Chaque dépôt de pneumatiques usagées est limité à un volume maximal de 35 m³. Une voie de circulation de largeur minimale de 3 m sera prévue autour de chaque dépôt de

pneumatiques. La hauteur de chacun de ces dépôts ne devra pas excéder 2,50 m. Les dépôts doivent être distants d'au moins 10 m de limites de la propriété, et de 8 m des autres stockages ou installations (aire de stockage des véhicules, stockage d'huiles et de liquides inflammables,...) ;

8. les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci. A ce titre, les eaux rejetées doivent respecter les valeurs limites suivantes :
9. pH compris entre 5,5 et 8,5
10. Matières en suspension inférieures à 100 mg/l
11. hydrocarbures totaux inférieur à 10 mg/l
12. plomb inférieur à 0,5 mg/l

Une surveillance doit être assurée par l'exploitant pour garantir le bon fonctionnement des systèmes de prétraitement. Deux analyses par an sont effectuées sur les rejets des eaux dont une analyse en cours ou immédiatement après un épisode pluvieux. Les analyses doivent être effectuées à partir des prélèvements réalisés sur chacun des points de rejet.

13. le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

8°/ Atteinte du taux de réutilisation, recyclage et valorisation

En application du 12° de l'article R.543-164 du code de l'environnement, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés.

En application du 12° de l'article R.543-164 du code de l'environnement, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R.543-160 du code de l'environnement, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques. En particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R.543-160 du code de l'environnement. A ce titre, et à compter de la délivrance du présent agrément, les taux doivent être les suivants :

2. *Le taux de réutilisation et de valorisation, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 85 % de la masse totale des véhicules traités ;*
3. *Le taux de réutilisation et de recyclage, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 80 % de la masse totale des véhicules traités.*

Au plus tard le 1^{er} janvier 2015, pour l'ensemble des véhicules hors d'usage, les objectifs suivants doivent être atteints :

2. *Le taux de réutilisation et de valorisation, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 95 % de la masse totale des véhicules traités ;*
3. *Le taux de réutilisation et de recyclage, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 85 % de la masse totale des véhicules traités.*

En cas de modification des taux mentionnés à l'article R.543-160 du code de l'environnement, ce sont ces taux qui doivent être pris en référence.

9°/ Contrôle par un organisme tiers

L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

1. vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
2. certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
3. certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet des Cotes d'Armor et à l'inspection des installations classées.